



SETTIMANALE CORSU
SETTIMANALE CORSU
SETTIMANALE CORSU
D'INFORMAZIONE
D'INFORMAZIONE



COVID-19

MISER SUR LE FLAIR P8

1,60€

Photo SIS2A



MICHEL CASTELLANI
LE MONDE D'APRÈS
A BESOIN
D'UNE VOLONTÉ POLITIQUE
P5 À 7

KAMPÀ P2 • ÉDITO P3 • OPINIONS P4
ASSEMBLÉE P10
DETTI È FATTI P11 • STÀ IN CASA P13
CARNETS DE BORD P14
ANNONCES LÉGALES P16



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I



SOMMAIRE

OPINIONS

P4

POLITIQUE **MICHEL CASTELLANI**

P6

COVID 19 **MISER SUR LE FLAIR**

P8

ASSEMBLÉE **SESSION**

P10

DETTI È **FATTI**

P11

STÀ IN **CASA**

P13

POLITIQUE **CARNETS DE BORD**

P14

ANNONCES **LÉGALES**

P16

CORONAVIRUS COVID-19*Pour faciliter l'information pendant la période actuelle**alors qu'une épidémie frappe cruellement**de très nombreux pays et singulièrement le nôtre,***ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE***souhaite répondre**aux aléas du confinement et de la distribution**par la Poste en favorisant**volontairement le maintien du lien social.**Que vous soyez lecteur habituel ou pas,**abonné ou pas, vous pouvez télécharger gratuitement**notre hebdomadaire sur notre site***www.icn.corsica***à partir d'aujourd'hui et ce jusqu'au**rétablissement des conditions de vie normales.**~ Paul Aurelli et toute l'équipe du journal ~*

Partita mai compia

U Coronavirus hà missu à ghjinochju settori numarosi di a vita economica è suciali di u paesi, è u sport prufizionali ni faci parti di sicuru. A simana passata, u Prima ministru Edouard Philippe hà annunziatu chì i cumpezzioni piantati nanzì à u cunfinamentu ùn ripighjariani micca, com'è a Liga 1 è a Liga 2 di ballò. Ben intesu, s'ella ùn era micca una priurità di rilancià i campionati, si cuscita invece una cuntistazioni da a parti di parechji clubs chì si sentini penalizati da un puntu di vista spurtivu è finanziariu. Vistu chì i classificchi sò stati firmati à deci ghjurnati di a fini di a staghjoni, parechji squadri chì t'aviani sempri a pussibilità di qualificassi pà una cuppa d'Auropa, di luttà pà u so mantenimentu o pà cullà in una divisioni superiori vedini i so ambizioni lampati à caternu. Hè u casu di l'AC Aiacciu, terzu di Liga 2 nanzì à l'arrestu di u campionatu, chì vinia di batta u leader Lorient è chì, par via di a situazioni attuali, ùn pudarà ghjucà i play-offs pà l'accessioni in Liga 1. Una dillusioni maiò, soprattuttu quand'ellu si pensa à l'eserciziu storicu ch'elli aviani rializatu fin'è tandu i ghjucadori d'Olivier Pantaloni è l'attesa di i sustenidori di ritruvà l'elita di u ballò francesi, sei anni dopu avella lacata. Malgradu i cumunicazioni di a Federazioni Francesi di Ballò è di a Liga di Ballò Prufizionali andendu inde u sensu di u guvernu, ferma una piccula spiranza cù un'assemblea generali di a LFP da quì à u 20 di maghju, cù una dicisioni finali chì sarà pighjata. Una spera chì ferma abbastanza chjuca, malgradu l'incuerenza di l'istanzi naziunali chì, s'elli ùn volini micca urganizà i famosi play-offs, sò d'accusentu pà lacassi ghjucà i finali di i cuppi di a Liga è di Francia... Spirendu chì, pà un'antra staghjoni chì principià ùn si sà quandu, a mutivazioni è a forza di l'ACA sarani sempri quì pà parmetta di fà à i soi un bellu rigalu cù un annu di ritardu. ■ **Santu CASANOVA**

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE™Directeur de la publication – Rédacteur en chef : Paul Aurelli (06 86 69 70 99)
journal@icn-presse.corsica**BUREAU D'AJACCIO & RÉDACTION**• Chef d'édition Elisabeth Milleliri • informateur.corse@orange.fr
• 1^{er} secrétaire de rédaction Eric Patris • eric.patris-sra@icn-presse.corsica**BUREAU DE BASTIA 1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA**• Secrétariat Bernadette Benazzi Tél. 04 95 32 04 40
• Annonces légales Albert Tapiero Tél. 04 95 32 89 92

CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia, Tél. 04 95 32 89 95
Société locataire-gérante des titres et marques – Principaux associés : PA, AG, JFA, GA, PLO.**IMPRIMERIE** AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia
CPPAP 1020 C 88773 • ISSN 2114 009Membre du SPHR • Alliance de la presse d'information générale
Fondateur Louis Rioni

AU THÉÂTRE HIER SOIR?

L'excès peut nuire en tout. À force de refiler aux téléspectateurs de *l'Hibernatus* décongelé, du réchauffé d'ailes ou de cuisses, de mener le corniaud en grande vadrouille, il était à craindre qu'un claustrophobe n'en vienne, dans une bouffée délirante, à balancer sa soupe aux choux sur un gendarme tropézien. Loué soit Dieu! La Direction des chaînes nous a évité le pire en nous offrant, le 28 avril dernier, depuis les tréteaux de l'Assemblée nationale, en direct, une version très libre des *Caprices de Marianne*. Pièce en trois actes et dix tableaux, œuvre à mi-chemin entre *Du vent dans les branches de sassafras* et *L'importance d'être constant*. Avec, en filigrane, un soupçon de *Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée*. Heureux mesclun à plus d'un titre. Des décors toujours somptueux, dans l'acajou et les bronzes « retour d'Égypte » pour valeureux chevaux de retour. Avec, sobriété du meilleur goût, des travées désertées par la quasi totalité des sociétaires de la Maison pour aboutir à une distanciation exemplaire, parangon de comportement citoyen. Mais aussi des textes aux mots choisis. Tour à tour empreints de rondeur ou d'audace. D'empathie, de légitime indignation. De douleurs cachées et de larmes dignement retenues, et, en prime, une volonté délibérée de cacher l'intrigue pour mieux entretenir le suspens. Coups de pattes tout de délicatesse d'un chat habitué des concours félins, désireux de soustraire à la vue des indiscrets le produit d'une de ses récentes défécations. Textes servis par une mise en scène rodée, aux confins de la perfection en ces temps de pré-déconfinement. Textes servis tout autant par une distribution remarquable : des acteurs au summum de leur art. Regrettons, tout de même, l'abus des monologues au détriment des dialogues; les jeux de scène, rares, auraient gagnés à être plus vifs; une Mme Penicaud désopilante à souhait est restée en dedans et l'absence de Mme Gourault a pesé de tout son poids. Carences largement compensées, toutefois, par la prestation de M. Legendre, assénant avec le talent qui est sien : « Rien n'est solitaire. Tout est solidaire. » Sentence propre à ouvrir des abîmes de réflexion sur la destinée du *tænia saginata*, tributaire de la solidarité de son hôte. Dans son rôle, mieux qu'un numéro complémentaire de la Française des jeux, M. Legendre s'affirme jour après jour comme le Buster Keaton du nouveau siècle. Des déconfits feront état de couacs au sein des chœurs de la Rem, de l'indigence en mots d'auteur, de l'absence d'un véritable dénouement, porte ouverte à une auberge espagnole où chacun pourra se repaître de ses propres conclusions. Mais pourquoi bouder notre plaisir? Vivement dimanche 10 mai, prélude à une nouvelle représentation et réception de masques gracieusement promis. ■ **Paulu-Santu MUSÈ-PUGLIESI**

IL FALLAIT LE DIRE

« **Sibeth Ndiaye est en train de devenir un role-model pour plein de jeunes filles.** »

Voilà l'info -capitale et en français dans le texte- qu'a jugé utile de délivrer **Marlène Schiappa, Secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations**¹, le 5 mai alors qu'elle était l'invitée de la matinale *Radio Classique/Le Figaro*. Les yeux clos par réflexe afin d'éviter les explosions rétinienne aux-quelles nous a habitués Mme Ndiaye, nous ferons donc aveuglément confiance à Mme Schiappa en ce qui concerne les sources d'une telle affirmation. En revanche, il est permis de s'interroger sur les motivations profondes de ces nombreuses jeunes filles. Pourquoi en effet se voient-elles un avenir de menteuse revendiquée et de gaffeuse invétérée? Il est vrai que les revenus d'une personne qui se fait le héraut des éléments de langage gouvernementaux et répond à des questions soigneusement choisies dans une parodie de démocratie directe n'ont sans doute rien de négligeable. Et puis cela exige infiniment moins de courage, d'abnégation et d'études que devenir aide-soignante, médecin ou infirmière de réa, toutes professions exemptes de femmes admirables qui ne sauraient servir, elles, d'exemples à suivre. ■ **EP**

11 mai

Arrêt du confinement, peut-être seulement temporaire, d'après les mises en garde répétitives voire infantilistes d'un gouvernement méfiant qui joue un peu trop avec nos peurs et nos angoisses. Fin d'un temps suspendu que les prochaines générations d'historiens découvriront grâce à nos carnets de bord, nos écrits, nos créations. Un temps pas tout à fait perdu qui rejoint ce passé proche déjà si lointain, qui cède sa place à une période qui, espérons-le, ne tendra pas vers ce futur dystopique imaginé par Aldous Huxley, Ray Bradbury ou George Orwell ou celui décrit par les collapsologues à l'instar d'Yves Cochet ou Pablo Servigne. Premier jour d'un combat koh-lantiste entre les tribus rouge et verte désignées par la Direction générale de la santé. Deux couleurs pour imposer ou assouplir des règles de déconfinement définies par leurs chefs respectifs, les départements, et attendre une réunification synonyme d'une guerre gagnée contre un invisible ennemi commun.

Amorce d'un système socio-économique moins spéculatif, exclusif? Rien n'est moins sûr. Les grandes surfaces viennent de démontrer qu'il était plus facile de se procurer des masques pour les vendre que pour les fournir gratuitement aux soignants, à ceux qui nous alimentent en denrées et services ou aux personnes fragiles. Début de la scrutation de notre «esprit de responsabilité» et de notre civisme. Nos inquiétudes - si légitimes - pourraient devenir les armes de ceux qui aimeraient promouvoir la restriction des libertés au-delà d'une période d'état d'urgence sanitaire avec, comme prétexte, la volonté de combattre un risque dont on sait qu'il ne pourra jamais être absent de notre vie.

Remise en marche d'un pays en suivant les règles drastiques de nombreux protocoles qu'il faudra corriger en temps réel pour limiter la propagation des colères, des défiances et des traumatismes. Une liste, non exhaustive, de ce qui nous attend dès ce 11 mai et qui s'allongera au gré des difficultés et contraintes à venir mais aussi des attentes et espoirs. Mais une liste qui ne peut pas nous détourner de l'essentiel : retrouver enfin physiquement nos familles et amis et vivre pleinement ce retour vers une nature qui nous a cruellement manqué, même si la réciproque n'est pas certaine. De petits bonheurs à apprécier de nouveau jour après jour et sans modération malgré nos masques de protection et de circonstance. ■ **Dominique PIETRI**

A close-up, profile photograph of Michel Castellani, an older man with grey hair and glasses, wearing a dark suit, white shirt, and dark tie. He is smiling slightly and looking towards the left. The background is a plain, light-colored wall.

MICHEL CASTELLANI

PAS DE «MONDE NOUVEAU» SANS VOLONTÉ POLITIQUE FORTE

*Pour le député de la 1^{re} circonscription
de la Haute-Corse, Michel Castellani,
un monde nouveau est souhaitable
et reste possible.*

*Mais encore faudrait-il pour cela
que certaines conditions soient remplies. Faute de quoi,
l'après ne pourra être
qu'un mauvais remake de l'avant.*



Photos Anna-Livia Giovannetti

D'épidémies en épidémies, l'humanité a évolué, entre peur de la fin du monde et lutte pour sa survie. Ces terribles crises ont contribué à forger nos systèmes de santé, de solidarité, faire évoluer nos économies. Il est cependant difficile à ce jour de savoir quelles seront les retombées effectives de la pandémie de Covid-19. Nous sommes emportés dans une forme de tourbillon dont nous ne savons où il nous déposera: confinement ou déconfinement? Ouverture des écoles ou écoles fermées? Boulot ou canapé? Carte rouge, verte ou inversée pu encore orange? La situation est extrêmement anxiogène. Alors, on aimerait imaginer un monde d'après. Plus beau, plus solidaire. «Ce ne sera pas sans une volonté politique forte», souligne Michel Castellani, professeur des Universités et député de la Haute-Corse. «Les épidémies ont scandé l'histoire de l'humanité, rappelle-t-il. Elles sont souvent apparues en conjonction avec des crises frumentaires, des guerres et leurs noms sont restés gravés dans les mémoires: peste, choléra, variole, tuberculose... Quant aux maladies infantiles, elles étaient terribles: le croup a fait des ravages dans les villages de Corse où, le temps qu'il a duré, le glas sonnait tous les jours. Cependant, en cette période de Coronavirus, celle à laquelle on fait le plus souvent référence est la grippe espagnole. De 1918 à 1920, elle a emporté près de 50 millions d'indi-

vidus à l'échelle planétaire. Il faut cependant souligner que toutes n'ont pas eu le même impact sur la démographie, sur l'économie ni sur la mémoire collective. Curieusement, il n'y a même pas de relation avec le nombre de victimes: la grippe de Hong-Kong a touché la France au cours de l'hiver 1969-1970. Elle est responsable d'environ 30 000 décès. On l'a oubliée. En revanche, on a retenu les 15 000 décès liés à la canicule de l'été 2003. Ils ont choqué l'opinion et entraîné des mesures concrètes, comme le Plan canicule que nous appliquons désormais. Une crise n'est pas simplement le reflet d'un nombre de décès. Elle est le reflet de la sensibilité d'une époque, des moyens scientifiques et techniques dont on dispose et de ce que le politique peut faire pour la prendre en charge et en limiter les conséquences au plan sanitaire, social et économique. Est-ce qu'un monde différent pourra sortir de celle-ci? Sans une volonté politique très forte, je n'y crois pas.»

À l'issue de périodes d'épidémies, particulièrement à partir du XIXe siècle, les pouvoirs ont lancé de grands travaux d'amélioration, d'assainissement et mis en place des politiques de santé publique. Les conditions de vie, l'hygiène précaire étaient des vecteurs importants, les victimes se trouvaient - comme maintenant - généralement au sein des populations les plus pauvres, les plus fragiles. «On conservait par exemple les draps appartenant aux défunts - c'étaient des produits chers, mais ils étaient

« Une crise n'est pas simplement le reflet d'un nombre de décès. »



aussi pathogènes. Quant au choléra, on sait l'importance qu'a eu la mise en place de réseaux d'évacuation des eaux usées et des systèmes de gestion et de contrôle des eaux potables pour limiter la propagation. Notre politique de santé actuelle est l'héritière de ces périodes tragiques. Au cours des deux derniers siècles, les dispositifs sont devenus accessibles à une majorité de la population, notamment grâce à des mécanismes de solidarité comme la Sécurité sociale. Les vaccinations massives ont entraîné la disparition en Europe occidentale des grandes maladies infectieuses (la variole, le choléra, la rougeole, la scarlatine, la coqueluche, la tuberculose). Le recul de la mortalité a permis à l'espérance de vie féminine de passer de 38 ans au début du XIX^e siècle à 49 ans un siècle plus tard, et à 84 ans ces dernières années. On voit bien la nécessité de préserver notre système de santé qui a si gravement souffert, et aussi notre politique sociale.» D'autant que ce mieux-être a entraîné un développement économique que la crise du Covid-19 pourrait mettre à mal sans pour autant que le nombre de décès soit important.

«Nous n'étions pas préparés à une pandémie, poursuit-il. Moi-même je n'y croyais plus trop. Je pensais nos connaissances scientifiques et notre système de santé suffisamment solides en France et au plan mondial pour faire face. Les mesures de confinement qu'il a fallu prendre - parce que nous n'avions pas d'autres solutions - ont grippé l'économie. Si le virus n'a pas fait à ce jour autant de victimes que les précédentes pandémies, ses conséquences - hors poursuite de la crise sanitaire - peuvent être tout aussi dramatiques. Je suis tous les jours interpellé par des chefs d'entreprises qui voient leur activité s'écrouler, par des artisans qui ne savent pas comment ils vont faire face, par des commerçants, des personnes qui ont peur de se retrouver sans emploi. Si les entreprises ne peuvent surmonter la crise, la vague de chômage sera catastrophique, humainement et économiquement. Des milliards ont été injectés pour les soutenir, ils sont nécessaires. Ils pourraient cependant être trouvés ailleurs! La proposition

« Des milliards ont été injectés[...], ils sont nécessaires. Ils pourraient cependant être trouvés ailleurs ! »

que j'ai présentée avec mon groupe (NDLR: Liberté et territoires) à l'Assemblée nationale n'a pas été retenue. Elle a même été mal comprise et je le regrette: actuellement, pour financer cet impératif soutien, nous empruntons auprès de la BCE qui se finance sur les marchés. Bref, la dette que nous créons, nous allons la rembourser à des financeurs étrangers qui feront un bénéfice sur notre dos. Au lieu de cela, j'ai proposé de lancer un emprunt d'État, un « plan épargne-relance » à travers des obligations émises par le Trésor auprès des épargnants qui ont de l'argent dormant sur des comptes qui rapportent 0% d'intérêt. Il ne s'agit en rien de capter leur épargne, mais d'emprunter auprès d'eux et de leur rembourser, avec les intérêts, les sommes qu'ils voudront

bien investir, sur la base exclusive du volontariat. Avec ce système, les intérêts remboursés par l'État ne s'en iraient pas augmenter les dividendes de fonds de pensions ou d'investisseurs étrangers. Ils resteraient en France et pourraient être réinjectés dans l'économie réelle, contribuant vraiment à la relance du pays ». Fin 2019, plus de 603 milliards d'euros dormaient sur ces comptes courants, et d'autres sommes, tout aussi considérables sur des livrets peu rémunérés.

Quant au monde d'après, Michel Castellani aimerait bien l'imaginer plus solidaire et écoresponsable, mais... Il en a décrit les modalités dans un article qu'il a publié dans *La Tribune* avec Sylvia Pinel, ex-ministre du logement et députée du Tarn-et-Garonne. « Si nous voulons penser le jour d'après, nous devons tirer les leçons de cette crise sanitaire, conclut-il. Nous avons vu de belles solidarités se créer, des agriculteurs, même en Corse, mettant en place des banques alimentaires pour les plus démunis, des drives fermiers, des plateformes de vente en circuits courts. Demain, il sera indispensable de pérenniser ces pratiques et de réduire notre dépendance aux marchés étrangers. Dans cette perspective, réorienter la politique agricole commune (PAC) en tenant compte de la proximité, est un combat que la France doit porter! On l'a bien vu aussi: l'urgence consiste à reprendre le contrôle des chaînes de production dans les secteurs stratégiques: santé, énergie, agroalimentaire, accès à l'eau. La relocalisation est impérative. D'ailleurs, l'exigence de proximité doit être le leitmotiv guidant la reconstruction du tissu économique, en y associant les collectivi-
« La relocalisation est impérative. D'ailleurs, l'exigence de proximité doit être le leitmotiv guidant la reconstruction du tissu économique »

tés territoriales dont le rôle a été déterminant ces derniers mois. Puis il y a la question du logement. La crise nous a montré à quel point la qualité de l'habitat était gage de résilience. Il faut redonner des budgets ambitieux et des moyens humains aux politiques de rénovation et se tourner résolument vers une construction durable. Dans des régions comme la nôtre - mais nous ne sommes pas seuls dans ce cas - le secteur du tourisme doit être soutenu, mais il est temps de proposer de nouveaux usages: de nombreux sites et écosystèmes sont ravagés par la sur-fréquentation. Si on veut que le tourisme durable ne soit pas un slogan, on doit s'en donner les moyens, notamment en tendant, dans l'organisation du calendrier scolaire, vers un étalement des flux sur l'année et les territoires. Mais la solution sera aussi européenne. L'UE a su retrouver le fil de la solidarité par l'accord conclu sur une enveloppe de 500 milliards d'euros pour faire face à la récession. Le Pacte de stabilité doit être maintenant révisé à l'aune des enjeux écologiques et sociaux... Bref, le choix est simple: soit la France et l'Europe pèsent pour aller vers ce monde nouveau, soit nous irons encore vers une mondialisation débridée ». ■ Claire GIUDICI



EXPÉRIENCE

NOSAIS MISE SUR LE FLAIR

La Corse est le premier territoire français à rejoindre l'essai Nosais développé par le professeur Dominique Grandjean de l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort. Une expérimentation innovante qui a pour objectif de découvrir si les patients porteurs du virus émettent une odeur qui pourrait être détectée par l'odorat surdéveloppé du meilleur ami de l'homme.

« **C**herche! Et tu cherches... » Encouragée par son maître, la chienne malinois renifle à toute allure une série de plots numérotés puis s'arrête devant le numéro 9. « Assis! Voilà... C'est bien... » Félicitée, Ashka est également aussitôt récompensée. Elle vient apparemment d'identifier le plot où a été déposée une compresse imprégnée de l'odeur d'un patient Covid-19. Comme Inti, Nash, Onda, Orezza, Nikita, Ombra et Asko qui attendent patiemment leur tour sous le doux soleil ajaccien, Ashka s'entraîne pour devenir un agent très spécial. Depuis le 1^{er} mai, ces huit chiens de recherches et leurs maîtres ont en effet pris part à l'essai Nosais, développé par le professeur Dominique Grandjean de la prestigieuse École nationale vétérinaire de Maisons-Alfort.

Projet novateur, cette expérimentation a pour but de mettre en évidence des odeurs particulières qui pourraient être émises par des patients positifs au Covid-19 et détectées par l'odorat de chiens spécialisés. Il faut dire que le formidable odorat de nos chères boules de poils serait 10 000 à 100 000 fois plus puissant que celui de l'homme. Un sens ultradéveloppé qui leur permet de détecter des odeurs parfois invisibles pour les machines. Au point que, grâce à leur truffe, il a été prouvé à maintes reprises que les chiens sont capables de détecter plusieurs maladies chroniques, certains cancers, le paludisme, ou encore la maladie de Parkinson. Dernièrement, une étude menée aux États-Unis a même mis en évidence que nos amis canins étaient en mesure de déceler la présence d'une maladie virale au sein de troupeaux de bovins. En pleine épidémie de coronavirus, ces résultats ont donc suscité l'intérêt du professeur Grandjean, sommité dans le domaine cynotechnique.

Lui-même colonel au sein de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, c'est tout naturellement qu'il propose alors à tous les conseillers cynotechniques de la Sécurité civile française de participer à l'essai Nosais. Une proposition qui attire immédiatement l'attention du Service d'incendie et de secours (SIS) de Corse-du-Sud qui sera le premier à intégrer l'expérimentation, grâce notamment au soutien de la préfecture de Corse, de l'Agence régionale de santé et des hôpitaux ajacciens de la Miséricorde et Eugénie. « Si l'essai est concluant, le but est d'envisager apporter une solution complémentaire aux tests qui existent déjà », indique le vétérinaire-chef et conseiller cynotechnique du Sis 2A, Aymeric Benard.

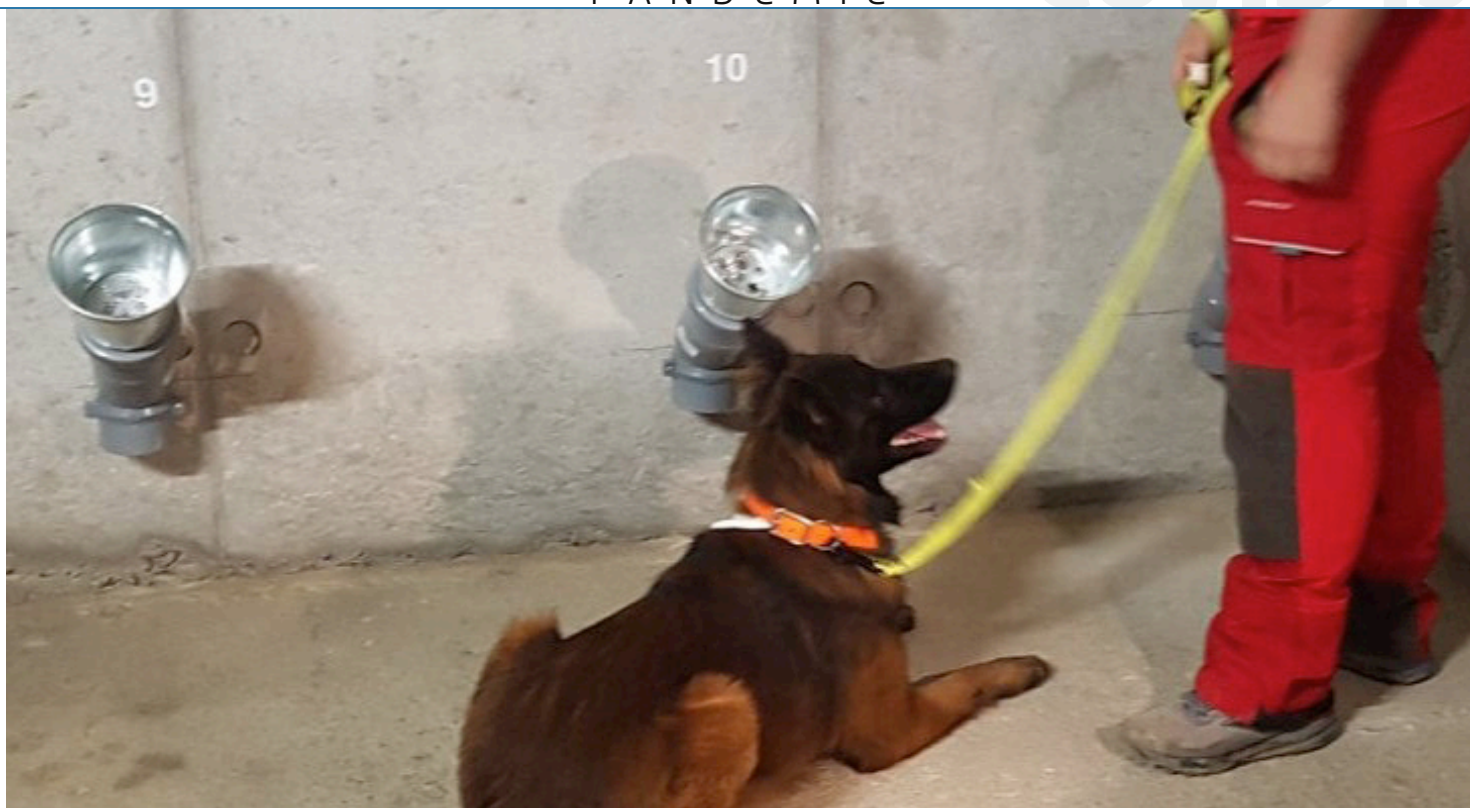
Depuis le vendredi 1^{er} mai, à l'entrée d'Ajaccio, c'est dans les locaux de



Détection de personnes porteuses du virus Covid-19 avec l'odorat du chien

Ajaccio
30 avril 2020

Photos Sis 2A



sa future clinique vétérinaire, actuellement en travaux, que l'essai est mené. «*Comme le local est neuf, il est relativement peu pollué par les odeurs et cela est mieux pour faire travailler les chiens*», explique-t-il devant les deux salles de détection qui y ont été installées pour entraîner les six bergers malinois et la cursinu de l'équipe cynotechnique du Sis 2A. «*Ces chiens sont habituellement utilisés pour chercher des personnes disparues ou ensevelies sous un effondrement*», précise Aymeric Benard, en soulignant par ailleurs qu'à l'expérience de Nash, Inti, Onda, Orezza, Nikita, Ombra, et Asko, a aussi été ajoutée celle d'Ashka, berger malinois de la gendarmerie, «*afin de croiser les compétences*». «*Cette chienne a aussi l'habitude de faire de la recherche avec des techniques différentes, et elle est principalement utilisée dans le cadre de recherches de produits spécifiques. Elle a donc déjà une éducation à l'odorologie*», détaille le vétérinaire du SIS 2A en dévoilant qu'un ou deux chiens du SIS 2B pourraient également rejoindre l'essai. «*Tous ces animaux sont certifiés dans leur structure respective et ont été formés durant 2 à 3 ans avant de rejoindre l'équipe cynotechnique*», ajoute-t-il encore. Appuyée sur le jeu, l'expérience menée dans le cadre de l'essai Nosais vise dans une première phase à éduquer les chiens à reconnaître une éventuelle odeur du Covid-19. Pour ce faire, les hôpitaux ajacciens de la Miséricorde et Eugénie vont fournir une cinquantaine de compresses placées une vingtaine de minutes sous l'aisselle de patients testés positifs au virus. «*L'intérêt, c'est qu'au niveau de la sueur il n'y a pas aujourd'hui d'expression virale qui a été notée et donc a priori pas de risque de contamination, ce qui fait que le chien va pouvoir intervenir de façon sécurisée*», précise le vétérinaire chef du Sis 2A. «*Ces compresses seront de surcroît ensuite stockées durant 24 heures avant d'être présentées aux chiens*». Autre avantage de ce mode de prélèvement, celui-ci s'avère de plus en plus contraignant pour les patients et très peu coûteux à mettre en place. «*Si l'essai est concluant, cela permet d'envisager de le dupliquer dans des pays pauvres*», souligne Aymeric Benard.

Le processus d'entraînement, lui, est déjà bien rôdé. Une fois chaque compresse récoltée au sein des hôpitaux, celle-ci est placée dans un bocal stérile. Pour éduquer le chien à reconnaître l'odeur qui pourrait être émise par le virus, dans un premier temps le bocal est placé dans une petite cage, près du jouet préféré du chien. Ce dernier vient alors respirer le bocal durant quelques instants

avant de récupérer son jouet, et associe donc cette odeur au jeu. Puis, après quelques répétitions, le bocal est placé dans l'un des supports de la salle de détection. Le but pour le chien est alors, pour être récompensé, de «*marquer*» le réceptacle qui contient la compresse positive par la position assise ou couchée. Un exercice qui pourra être répété une cinquantaine de fois par jour durant les prochaines semaines, avant que les chiens ne soient mis à l'épreuve. «*C'est la répétition qui fait l'intégration*», sourit Aymeric Benard. Dans le même temps, afin de tenter d'étayer les résultats de l'expérience de façon scientifique, un partenariat a été tissé avec l'Université di Corsica. «*Le principe est de valider le protocole expérimental au niveau cynotechnique afin de savoir si les chiens sont capables de déceler l'odeur du Covid-19, mais en complément, on souhaite vérifier si, par le biais des techniques de laboratoire de chromatographie gazeuse et de spectrométrie de masse, on arrive à identifier un ou des composés qu'on ne retrouve que sur les positifs Covid*», dévoile Aymeric Benard. Selon lui, il est toutefois «*possible que les appareils de laboratoire ne soient pas en capacité de détecter les quantités que le chien arriverait à détecter*». Il faut dire que l'animal serait capable de sentir des composés organiques volatils spécifiques à chaque maladie, bien avant que n'apparaissent des signes cliniques. De quoi donc susciter de grands espoirs. «*On a un faisceau d'indices qui nous laisse penser que l'expérience que nous menons aujourd'hui devrait conduire à des résultats positifs*», dit Aymeric Benard.

Avec la Corse, le Sdis de Seine-et-Marne a aussi rejoint l'essai Nosais. D'autres territoires suivront dans les prochaines semaines, à l'instar du Bataillon des marins-pompiers de Marseille. Sur les réseaux sociaux, le professeur Grandjean a également indiqué que «*le même essai Nosais Covid19 vient également de débiter au Liban sous l'égide du Professeur Riad Sarkis (Université franco-libanaise de Beyrouth)*». Des projets similaires existent aussi déjà en Allemagne, au Canada, Norvège, Royaume-Uni et aux Émirats Arabes Unis.

Les premiers résultats de l'essai Nosais seront connus mi-mai. S'ils sont concluants, on pourrait ensuite imaginer, pourquoi pas, placer des chiens formés à la détection du Covid-19 dans des lieux publics pour tenter d'isoler les éventuels porteurs du virus. ■

Manon PERELLI



UN REVENU UNIVERSEL BIENTÔT MIS EN PLACE EN CORSE?

Un rapport faisant suite aux travaux engagés par la commission ad hoc créée il y a 3 ans pour étudier la faisabilité d'un tel dispositif sur l'île a été validé.

L'État doit désormais valider l'expérimentation de ce projet visant à lutter contre la pauvreté

On ne l'a que trop entendu, la Corse est la région la plus pauvre de France. Une situation encore aggravée par la crise sanitaire. Selon les derniers chiffres donnés par la préfecture, ce sont ainsi plus de 36 000 salariés du secteur privé qui seraient aujourd'hui au chômage partiel. De quoi laisser entrevoir de sombres conséquences sociales. Face à cette spirale de précarité, la solution viendrait-elle du revenu universel? C'est en tous cas ce que pense Jean-Guy Talamoni. À l'occasion de la deuxième session par visioconférence interposée, le 30 avril dernier, le président de l'Assemblée de Corse a ainsi fait adopter un rapport faisant suite travaux de la commission ad hoc instaurée il y a trois ans afin d'étudier la faisabilité d'un tel revenu, dans le but de demander le lancement d'une expérimentation sur l'île. «*À l'échelle planétaire, la question du revenu universel bénéficie d'un regain d'intérêt*», a-t-il introduit en poursuivant: «*La situation nécessite plus que jamais la mise en place d'un tel dispositif, et nous avons une avance considérable sur tous les autres qui en parlent aujourd'hui*». Rappelant rapidement que le revenu universel permet «*de pallier un certain nombre de difficultés*», comme «*effacer la stigmatisation liée à la perception de prestations sociales*», «*faire disparaître le fléau du non recours aux prestations sociales*» qui serait de l'ordre de «*pratiquement 50%*» sur l'île, ou encore «*laisser le choix à chacun d'épouser la profession la plus conforme à sa situation*», il a indiqué qu'avec la survenue de la crise un élément nouveau a fait jour: «*L'argument classique des opposants au revenu universel était de dire que payer des gens à ne rien faire n'est pas moralement acceptable. Sauf qu'aujourd'hui on voit que des personnes qui ont travaillé dur toute leur vie, par exemple dans leur petit commerce, ont dû mettre la clef sous la porte. Et ces personnes, qui ne disposaient pas de prestations sociales, se sont retrouvées privées de ressources de façon brutale*», a-t-il déploré en pointant de facto l'importance de l'instauration d'un tel revenu. Lors de ses travaux, la commission ad hoc a retenu comme point de départ le versement d'un revenu de 500 € mensuels, qui se «*substituerait aux prestations sociales*». Après le passage devant l'Assemblée de Corse, il s'agit maintenant de faire valider l'expérimentation d'un tel dispositif sur l'île par l'État. ■ **Manon PERELLI**

2,9 M€ POUR L'EXPORT DES DÉCHETS EN PACA

L'Assemblée de Corse a validé l'opération exceptionnelle consistant à envoyer quelques 16 tonnes de déchets en souffrance sur l'île vers les incinérateurs du sud de la France

Depuis plusieurs semaines, on voit régulièrement des navires quitter la Corse chargés de balles de déchets destinées à rejoindre des incinérateurs du sud de la France. Un dispositif exceptionnel qui a été validé par l'Assemblée de Corse lors de la session du 30 avril dernier. «*À ce jour, 21300 tonnes de balles de déchets ménagers réalisées entre novembre 2019 et février 2020 sont toujours en attente de traitement et commencent à se dégrader*», a indiqué le président de l'Office de l'Environnement de la Corse (OEC), François Sargentini en soulignant que l'urgence de leur traitement «*est accentuée par la pandémie de Covid-19, pendant laquelle une seconde crise sanitaire serait difficilement gérable*». De facto, les sites insulaires ne pouvant traiter la totalité de ces balles, en l'absence d'autre solution, il a rappelé qu'un accord a été conclu le Syvadec et les différentes installations de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur. «*Dans la mesure où les EPCI, via le Syvadec, ne peuvent assumer financièrement la totalité des surcoûts, il a été jugé opportun que la Collectivité de Corse prenne en charge la partie relative au transport des déchets*», a-t-il encore précisé. Le coût de cet export, pour 16 tonnes de déchets qui seront transportés par la Corsica Linea via Nice et par la Corsica Ferries via Toulon, a été estimé à 2,9 M€. Un coût important pour une «*opération d'urgence qui n'a pas vocation à être renouvelée*», selon les mots de Pierre Poli, président du groupe Partitu di a Nazione Corsa. Xavier Lacombe, conseiller territorial Per l'Avvenne, tiendra toutefois à rappeler que c'est Laurent Marcangeli, maire d'Ajaccio et président de la Communauté d'agglomération du Pays ajaccien, qui avait proposé cet export, suite à un accord avec son homologue niçois. Il en profitera par ailleurs pour tacler une certaine hypocrisie face à une opération visant à envoyer les déchets insulaires vers des incinérateurs du continent: «*Ce qu'on refuse chez nous, on l'autorise chez le pays ami*». Des critiques face auxquelles le président de l'Exécutif, Gilles Simeoni, opposera un certain pragmatisme. «*Si nous avons pu profiter de cette opportunité, c'est parce que les incinérateurs du continent étaient en sous-production et, donc, en déficit de rentabilité. Ce qui veut dire très clairement qu'un modèle économique d'incinérateurs ne peut fonctionner que si on apporte beaucoup de déchets. C'est la démonstration que pour amortir ces systèmes, il faut se détourner du tri généralisé*», notera-t-il ainsi. Le rapport a été adopté à une large majorité. ■ **Manon PERELLI**

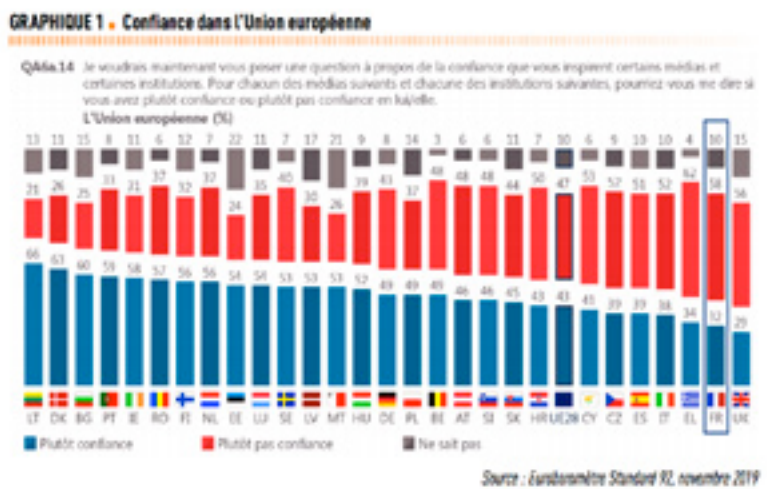
LES FRANÇAIS ET L'EUROPE

Eurocitoyens, mais eurosceptiques

Selon un rapport de l'Institut Jacques-Delors rendu public le 6 mai, l'euroscepticisme gagne du terrain en France. Réalisé dans le cadre d'une coopération avec le Centre d'études sur la vie politique française (Cevipof) de Sciences-Po et le Centre Kantar sur le futur de l'Europe, ce document basé sur des chiffres de novembre 2019 et intitulé *Entre défiance et ambivalence, l'indispensable retour de l'Europe en France*, pointe certaines contradictions. Les Français sont en effet 53 % à se dire attachés à l'Europe et 58 % disent s'en sentir citoyens. Pour autant, ils sont 57 % à estimer que l'Union européenne est «*éloignée*», 58 % à n'avoir «*plutôt pas confiance*» en elle et, surtout, 65% la jugent «*pas efficace*», opinion qui ne recueille que 49% sur l'ensemble des pays membres. La France se situe ainsi dans le groupe des pays d'Europe où l'appréhension de l'UE est la plus négative, derrière l'Italie, le Royaume-Uni* et la Grèce. Les auteurs de l'étude** ont réalisé une analyse typologique et identifié quatre groupes ou types d'Européens. Le premier, le plus nombreux, est celui des Européens assez positifs vis-à-vis de l'UE (46% de l'ensemble des Européens); le deuxième représente ceux assez négatifs vis-à-vis de l'UE (35%); le troisième, celui des Européens les plus positifs (11%) et le quatrième, celui des plus fortement négatifs (8%). Il s'avère que 37% des Français appartiennent au premier, 43% au deuxième, 5% au troisième et 15% au dernier. À titre comparatif, les Allemands sont 44% dans le premier, 36% dans le deuxième, 14% dans le troisième et 6% dans le quatrième. Toutefois, magie d'un «*en même temps*» qui dépasse ici les frontières de leur pays, 54% des Français approuvent l'idée selon laquelle plus de décisions doivent être prises au niveau européen, comme 54% des Italiens et 52% des Grecs. Le rapport avance, pour expliquer le scepticisme français, une «*mésinformation*» quant au fonctionnement de l'UE: si 68% des Français résolument pro-Européens disent comprendre le fonctionnement de l'UE, ils ne sont plus que 31% à s'estimer bien informés sur les questions européennes, tandis que chez les plus négatifs, ces pourcentages sont, respectivement, de 36 et 13%. Pour les auteurs du rapport, «*La méconnaissance et le niveau d'information médiocre des citoyens français privent souvent l'Union européenne des moyens de faire connaître son action. Tandis que nous sommes actuellement face à une crise sanitaire qui focalise l'attention à un niveau inégalé, attesté par les records d'audience des prises de parole de l'exécutif en France, le second défi offre ici une opportunité. Nous pouvons faire l'hypothèse que, cette fois, ce que fera l'Union européenne se verra. Face à cette hypothèse, une certitude: ce qu'elle ne fera pas se verra encore plus.*» ■ EM

*Le Royaume-Uni était encore membre de l'UE au moment de la réalisation de l'enquête.

**Bruno Cautrès, chercheur CNRS au Cevipof; Thierry Chopin, professeur de science politique à l'Université catholique de Lille (ESPOL), conseiller spécial à l'Institut Jacques Delors; Emmanuel Rivière Directeur général de la division Public de Kantar en France, président du Centre Kantar sur le futur de l'Europe.



COVID-19

Un bilan des morts sous-estimé?

Chaque jour, la plupart des pays concernés par la pandémie publient les chiffres relatifs aux nouveaux cas et aux décès officiellement liés au Covid-19. Reste à savoir si ces chiffres traduisent bel et bien la réalité ou si un grand nombre de décès, faute de tests notamment, sont passés sous les radars. C'est ce qu'a cherché à savoir l'Istituto per gli studi di politica internazionale (Ispi) basé à Rome. Pour ce faire, il a collecté les chiffres disponibles relatifs à l'excès de mortalité dans sept pays européens (France, Italie, Pays Bas, Royaume-Uni, Espagne, Suède et Suisse), pour les comparer aux chiffres officiels des décès dus au Covid-19. La comparaison a porté sur une moyenne de la mortalité entre 2015 et 2019 dans chaque pays. La «fenêtre temporelle» prise en considération a varié d'un pays à l'autre, notamment parce que l'épidémie ne s'est pas déclarée dans tous au même moment et pour tenir compte des délais, variables en fonction des pays, dans lesquels les divers instituts statistiques collectent, traitent et diffusent les données. Il en ressort, pour les sept pays, un excès considérable de décès: tous, sans exception, présentent des chiffres d'excès de mortalité supérieurs au nombre de décès Covid-19 qu'ils ont officiellement communiqué. Ainsi, pour l'Espagne, alors qu'entre le 17 mars et le 16 avril, moins de 21000 morts Covid-19 étaient comptabilisés, l'excédent était de plus de 27000 morts. Et la France, pour sa part, lorsqu'elle annonçait 8881 morts en aurait eu 12560. L'Ispi a chiffré à 86510 personnes le nombre de personnes décédées en



plus, sur l'ensemble des pays considérés, par rapport à la moyenne 2015/2019: en moyenne, une mort du Covid-19 sur trois pourrait ainsi ne pas avoir été prise en compte. Selon l'Ispi, c'est au Pays-Bas et au Royaume-Uni que le nombre de morts en excès imputables au Covid-19 serait le plus sous-estimé. ■ EM

DÉCONFINEMENT

Deux îles, deux ambiances (2)

Le 4 mai, alors que la France s'apprêtait à sortir du confinement le 11 mai, non sans quelques incertitudes sur les moyens nécessaires (et plus encore ceux disponibles) pour y parvenir au mieux, l'Italie a démarré la mise en œuvre de son plan de déconfinement.

Une «Fase 2» qui a vu quelque 4,5 millions d'Italiens reprendre le travail, mais que Giuseppe Conte, le président du Conseil des ministres, a voulu prudente, évoquant non pas un retour à la vie d'avant mais bien le début d'une «cohabitation avec le virus». De fait, le 6 mai, le pays comptait 213 013 cas de Covid-19, avec 1075 nouveaux cas enregistrés dans les 24 dernières heures.

Si certains commerces ont rouvert, si les règles pour les sorties se sont assouplies, le port du masque est obligatoire et le certificat d'autorisation à remplir soi-même est toujours de rigueur, tout comme la distanciation sociale. Les déplacements d'une région à une autre sont pour l'heure uniquement permis pour les personnes devant regagner leur domicile, ou pour des motifs d'urgence, des raisons de santé ou les besoins de leur travail. En ce début mai, l'approvisionnement en masques chirurgicaux – pour un prix unitaire d'achat ne devant pas excéder 0,50€-pouvait se faire auprès de 50 000 points de vente (pharmacies, parapharmacies, bureaux de tabacs et grandes surfaces). A la mi-mai, le nombre de ces points d'achat devrait avoir doublé et, en matière d'approvisionnement, la production locale de masques devrait démarrer: l'État prévoit à mi-juin un rendement de 4 millions de masques par jour pour parvenir à 35 millions par jour à la fin août. Jusqu'au 17 mai, les Italiens sont dans une sorte de période probatoire. Si tout se passe bien, le gouvernement prendra de nouvelles mesures pour un retour, toujours progressif, vers ce qui se rapproche le plus d'une vie normale. La reprise des sports d'équipe, la réouverture des restaurants, le shopping en boutiques, la réouverture des musées et lieux culturels devront attendre au moins jusqu'au 18 mai, tandis qu'il faudra patienter au moins jusqu'au 1er juin pour espérer voir les salons de coiffure et d'esthétique rouvrir leurs portes. La prudence devra être d'autant plus de mise qu'une étude de l'Imperial Collège de Londres met en garde: un faux pas et l'Italie risque une deuxième vague de décès. Tout en reconnaissant avoir choisi de partir sur les hypothèses les plus pessimistes, l'Imperial Collège a effectué une simu-

lation pour les 8 semaines suivant le déconfinement, en se basant sur différents scénarios de mobilité. Si la reprise de celle-ci atteint 20% du niveau post-confinement, le pays pourrait s'attendre à un nombre de décès supplémentaires compris entre 3700 et 5000. Si ce taux atteint 40% du niveau post-confinement, le bilan s'alourdirait de 10 000 à 23 000 morts.

En Sardaigne, le président de la Région autonome, Christian Solinas, a procédé cela dit à quelques ajustements, via une ordonnance du 2 mai. Ainsi, il n'exclut pas une réouverture des salons de coiffure, d'esthétique ou de tatouage dès le 11 mai et a annoncé le 4 mai avoir mis à l'étude un protocole qui permettrait la réouverture anticipée des plages. Le président Solinas a par ailleurs laissé aux maires de l'île une certaine latitude (et les responsabilités afférentes) pour adapter certains horaires d'ouverture de lieux publics mais aussi permettre sur leur commune la réouverture de certains commerces ou la reprises de certaines activités. Latitude diversement appréciée et commentée par les intéressés. Christian Solinas envisage également, dans l'optique d'un redémarrage du tourisme, l'instauration d'un passeport sanitaire permettant l'accueil de vacanciers extérieurs à la région, sous réserve qu'ils puissent fournir un test négatif réalisé moins de 7 jours avant leur venue dans l'île. Une piste qui a suscité un certain intérêt en Corse, notamment auprès du maire de Porto-Vecchio, Georges Mela. Cela dit, malgré les demandes ou propositions émanant de membres de la majorité territoriale pour un déconfinement piloté par les instances régionales ou à tout le moins pour une stratégie prenant en compte des spécificités locales, la Corse, dont les deux départements sont passés au vert sur la carte du déconfinement, ne devrait guère s'écarter du scénario national. Et si le préfet de Corse, Franck Robine, a souligné la nécessité pour l'économie corse d'une sortie du confinement, si les vols directs entre la Corse et Paris pourraient reprendre en juin via l'aéroport de Roissy, pas question pour autant d'aller plus vite que la musique: l'accueil de vacanciers n'est pas encore à l'ordre du jour. ■ EM

80 000

Les chiffres de la semaine

masques alternatifs anti-projections de niveau 1, lavables et réutilisables 20 fois, commandés par la Ville d'Ajaccio et la Communauté d'agglomération du Pays ajaccien afin de fournir chaque habitant avant le déconfinement. Un réseau de bénévoles assure leur distribution en boîtes aux lettres. Des points de distribution doivent également être mis en place.

0,4%

Les chiffres de la semaine

d'augmentation sur un an pour les prix à la consommation en avril 2020, après +0,7% le mois précédent, selon l'estimation provisoire (les résultats définitifs seront publiés le 15 mai) réalisée en fin de mois par l'Insee. En net rebond, les prix de l'alimentation, «en lien avec la forte hausse de ceux des produits frais». Sur un mois, les prix à la consommation augmenteraient de 0,1%.

80%

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

des entreprises de taille intermédiaire (ETI) n'ont pas encore perçu les aides (chômage partiel et prêt garanti) de l'État, selon Frédéric Coirier, co-président du Mouvement des entreprises, auditionné le 5 mai par la Délégation aux entreprises du Sénat. Un retard souvent imputable, cela dit, à des demandes tardives ou des dossiers à compléter.

LIRE/RELIRE

La vérité avant-dernière

Entassés dans un abri souterrain, leur confinement dure depuis 15 ans. Depuis le début de la grande guerre nucléaire entre les deux blocs, pour être précis, ils se terrent à l'abri des combats et des radiations. Leur vie ? Assister aux discours télévisés quotidiens du Protecteur suprême de leur bloc, et tenir les quotas de production de soldats robots exigés par leur gouvernement, «quoi qu'il en coûte», sous peine de restrictions, voire de sanctions plus sévères. Mais le chef d'atelier tombe malade. Seul espoir : envoyer un volontaire à la surface. Dans ce roman de SF paru en 1964, Philip K Dick, en bon visionnaire, désosse avec précision les mécanismes de propagande et de manipulation des masses. Il souligne également l'importance de s'en tenir aux faits, même infimes mais certains, avérés, pour ne pas avaler toutes crues les vérités servies en abondance à l'heure des repas. Ou encore les théories conspirationnistes et les résultats miraculeux issus d'études à la méthodologie hasardeuse. Une magistrale remise en question de ce que certains aimeraient voir perdurer *ad vitam æternam* : «valeur travail» érigée en moyen de décider de la survie d'autrui et culte du pouvoir bienveillant, harassé par les responsabilités mais forcément indiscutable pendant une crise, en passant par tous les artifices de communication et autres mensonges élaborés érigés au rang de preuves. ■ EP

Paru chez 10/18



VOIR

Hollywood

Le 16 septembre 1932, à Los Angeles, la comédienne Peg Entwistle escaladait la lettre H du célèbre panneau Hollywoodland* et se jetait dans le vide. Elle avait 26 ans et son rêve hollywoodien n'avait duré que le temps d'un bref contrat avec la RKO, après quoi s'étaient enchaînées les auditions sans lendemain et les séances de photos de plus en plus dénudées. En 1935, malgré des essais plus que convaincants, la comédienne sino-américaine Anna-Mae Wong se voyait refuser le rôle principal dans *Visages d'Orient*, film adapté du roman éponyme de Pearl Buck. Pour donner la réplique à Paul Muni, la MGM préféra l'actrice allemande Luisa Rainer, qu'on maquilla pour lui donner «l'air asiatique» : le code Hays** proscrivait en effet les «gestes intimes» entre comédiens de «races» différentes. Le 29 février 1940, Hattie McDaniel obtenait l'Oscar du meilleur second rôle pour le rôle de Mammy dans *Autant en emporte le vent*. Première interprète afro-américaine à remporter une telle distinction, elle dut s'asseoir au dernier rang de la salle où se tenait la cérémonie, loin du reste de l'équipe du film. Elle avait également été exclue de la première du film. Le 25 juillet 1985, l'acteur Rock Hudson révélait être atteint du sida qui allait l'emporter quelques mois plus tard. Le monde découvrait alors que cet archétype de «l'homme à femmes» avait été contraint de cacher son homosexualité pour préserver sa carrière. Quatre faits représentatifs de ce à quoi peut ressembler l'envers du décor hollywoodien et qui ont inspiré Ryan Murphy et Ian Brennan pour créer le scénario de cette mini-série Netflix. Sobrement annoncée au départ comme un «hommage» à l'âge d'or hollywoodien, elle s'avère être un peu plus que ça. On s'embarque donc pour une sympathique comédie servie par une jolie distribution, dont l'action se situe dans l'immédiat après Seconde Guerre, mettant en scène de jeunes comédiens, scénaristes et réalisateur déterminés à percer et mêlant personnages qui ont réellement existé et personnages fictifs au reste souvent inspirés de plusieurs figures de l'époque. Mais ces jeunes qui ont des aspirations, des ambitions, ont aussi des idéaux. Et, si improbable que ça puisse paraître, ils ne vont pas tarder à fixer une limite à ce qu'ils sont prêts à accepter et aux renoncements auxquels ils veulent bien consentir pour espérer pouvoir percer. Et c'est alors que ce qui aurait pu n'être qu'une fiction bien ancrée dans un contexte historique bascule dans l'utopie et nous invite à jouer à «et si...» Le décor et les costumes (très réussis) restent, mais la face du Hollywood des «early fifties» (et avec elle, celle de l'Amérique) va donc se trouver quelque peu changée. Est-ce que tout cela ne dégouline pas un peu – trop – de bons sentiments ? Oh que si ! Et alors ? En ce moment, se laisser aller à trouver un certain charme à ce genre de ruissellement, est-ce vraiment si grave ? Et puis Murphy et Brennan réussissent le pari de divertir et de nous faire rêver encore, mais autrement, d'Hollywood. ■ EM



*Achevée en juillet 1923, et visant au départ à la promotion d'un programme immobilier, l'enseigne ne devait initialement rester en place que 18 mois. En 1949, ses 4 dernières lettres étaient ôtées. Restaurée, l'enseigne a été classée monument historique de Los Angeles en 1973.

**Code de production du cinéma américain édicté en 1930, il instaure pour les studios une autocensure et l'obligation de se conformer à des standards de «décence», confortant ainsi, entre autres, des préjugés racistes ou homophobes.

CARNETS DE BORD

PSYCHOLOGIE, TÉLÉVISION ET MESSE DE LA PENTECÔTE

par **Béatrice HOUCHARD**

Journaliste successivement à *La Nouvelle République* du Centre-Ouest, *La Vie*, *Le Parisien*, *Le Figaro* et *L'Opinion*. Spécialiste de politique, passionnée de cyclisme et d'opéra.

Auteur notamment de

À quoi servent les députés? (Larousse, 2008),

Le Fait du Prince (Calmann-Lévy, 2017),

Le Tour de France et la France du Tour (Calmann-Lévy, 2019).



Si tout va bien ou le moins mal possible, la France verte [dont les deux départements corses, après l'erreur du premier jour] et la France rouge se déconfineront lentement le 11 mai. En réalité, il va moins s'agir d'une liberté totale d'aller et de venir, que d'un desserrement du confinement intervenu le 17 mars. «*Ce n'est pas le retour de la vie normale*», a répété Emmanuel Macron le 5 mai. Que se passera-t-il dans les écoles, dans les transports des grandes villes et des régions très denses? Les Français respecteront-ils cette interdiction, sans doute contestable, de s'éloigner de plus de cent kilomètres de leur domicile? Quand interviendront les décisions de reprise de l'activité pour le tourisme, l'hôtellerie, les restaurants et les cafés, sujet particulièrement sensible avant l'été?

Beaucoup de questions restent encore sans réponse. C'est normal. Si la prise de décision est – ô combien – difficile pour les gouvernants dans cette situation inédite, cela n'explique pas qu'ordres, contre-ordres et couacs continuent de plus belle. Trop de ministres parlent, et parfois sans maîtriser leur sujet. De même se multiplient les manifestes erronés psychologiques: entre le ministre qui parle de prendre «*des vacances concentriques*» [«*il faut voir comme on nous parle*», chante Alain Souchon] et la porte-parole qui laisse entendre qu'on ne pourra pas louer un lieu de vacances à l'autre bout du pays, les gouvernants semblent oublier la dimension psychologique de la crise.

Confinés depuis le 17 mars, les Français ont été, à 95%, remarquables de patience, de civisme, de calme... et d'obéissance. Mais, dans ce domaine aussi, il y a aura des séquelles. Dans *Les Échos* du 30 avril, le neuropsychiatre Boris Cyrulnik l'a expliqué: «*Le confinement, qui est une protection physique, est en même temps une agression psychique. C'est un emprisonnement et, même si cette prison nous protège du virus, il constitue en tant que tel une épreuve. Neurologiquement, on ne peut pas vivre coupé des autres: un cerveau isolé s'éteint.*» Il explique que l'inégalité frappe ici comme ailleurs. Les plus privilégiés, qui avaient auparavant une vie sociale riche, peuvent apprécier cette solitude forcée. Mais, poursuit Boris Cyrulnik, «*les crises d'angoisse, les bouffées délirantes et les hallucinations que finit toujours par*

produire un isolement sensoriel prolongé surviendront plus vite» chez ceux qui avaient, auparavant, des facteurs de vulnérabilité sur le plan familial ou social.

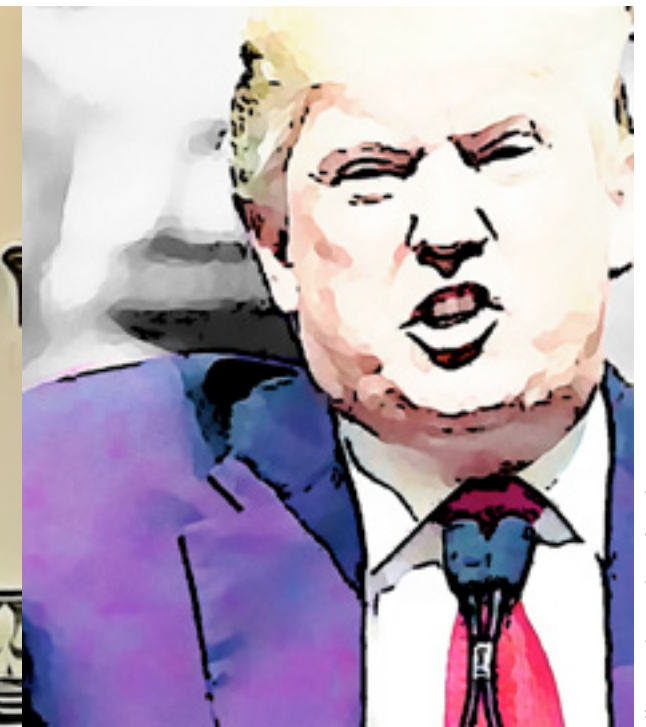
LE RETOUR DU POSTE DE TÉLÉ

C'est l'une des surprises du confinement: abandonnée depuis plusieurs années par les plus jeunes, la télévision reprend des couleurs. Plus de 36 millions de téléspectateurs pour Emmanuel Macron le 13 avril à 20h, plus de 14 millions [en plein après-midi!] pour Édouard Philippe présentant le 28 avril le plan de déconfinement: le réflexe d'allumer le bon vieux poste pour savoir ce qui se passe a repris ses droits, malgré internet.

En avril, selon l'institut Médiamétrie, les Français ont passé en moyenne 4h40' devant la télévision. Les journaux télévisés de TF1 et France 2, à 13h et 20h, enregistrent des pics d'audience. Et les grands classiques du cinéma populaire, sur France 2 [France 3 prendra le relais à partir du 11 mai] rassemblent aussi les familles devant ce qu'on appelait naguère le petit écran: entre 3 et 4 millions de personnes devant *Rabbi Jacob*, *la Grande vadrouille* ou *Hibernatus*. Comme au bon (?) vieux temps.

DU RIFI CHEZ LES CATHOLIQUES

Y aura-il des messes le 31 mai pour la Pentecôte? Une grande prière dans les mosquées le 29 mai? Du monde dans les synagogues le 30 mai pour fêter Chavout? Le gouvernement semble décidé à assouplir les contraintes qui pèsent sur les cultes, «*si la situation sanitaire ne se dégrade pas au cours des premières semaines de levée du confinement*», a finalement indiqué le 4 mai Édouard Philippe. Habituellement discrets et conciliants dans la vie publique, évêques et prêtres étaient furieux que la reprise des offices religieux ne puisse être possible, au mieux, que le 2 juin. Privés des célébrations de la semaine sainte et de Pâques le 12 avril, de celles de l'Ascension le 21 mai, les catholiques espéraient que la Pentecôte, qui tombe le dimanche 31 mai, serait «libérée». Dans un communiqué où chaque mot a, comme toujours, été pesé, la Conférence des évêques écrit: «*Nous partageons le souci du gouvernement de limiter au maximum la circulation de l'épidémie, mais*



Illustrations d'après photos DR

nous voyons mal que la pratique ordinaire de la messe favorise la propagation du virus et gêne le respect des gestes barrières plus que bien des activités qui reprendront bientôt». En clair: pourquoi a-t-on le droit d'aller au supermarché, de s'entasser dans les transports mais pas de se rassembler à l'église?

Certains ont exprimé la même pensée de manière moins diplomatique. Ainsi l'archevêque de Rouen, Dominique Lebrun: «*Je partage l'incompréhension de beaucoup devant la relégation de la liberté de culte à la dernière roue du carrosse de la nation française. C'est oublier que les forces morales et spirituelles d'un pays participent à son dynamisme, y compris économique.*» Éric Aumonier, évêque de Versailles: «*La confiance ne semble pas être accordée aux fidèles et aux prêtres pour faire preuve de la prudence et de la responsabilité qu'ils ont pourtant manifestées jusqu'à présent...*». Matthieu Rougé, évêque de Nanterre: «*C'est un incompréhensible manque de respect à l'égard de la foi et de l'engagement de terrain des croyants.*»

Plus étonnante que les réactions des évêques, auxquelles le gouvernement n'a donc pas été insensible, une vive polémique s'est ouverte, via les réseaux sociaux, entre les catholiques eux-mêmes, parfois sans excès d'aménité et faisant ressurgir d'autres désaccords entre «conservateurs» et «progressistes».

DONALD TRUMP PIAFFE

Pendant ce temps-là, la campagne présidentielle américaine continue mezzo voce. Donald Trump, entre deux déclarations surréalistes sur le Covid19 (on n'oubliera pas de sitôt sa proposition d'injecter du désinfectant pour venir à bout du virus), assure qu'il piaffe de reprendre les meetings avec plusieurs dizaines de milliers de personnes et prévoit une prochaine visite dans l'Arizona. C'est le dopage des hommes et femmes politiques, mais il va falloir qu'il patiente un peu.

«*Je suis à la Maison Blanche depuis plusieurs mois maintenant, et j'aimerais en sortir*», s'est plaint le président américain. Lors d'une interview accordée le 3 mai à Fox News, sa chaîne de référence, il a osé une comparaison entre Abraham Lincoln et lui-même: «*Je suis entouré d'une presse hostile, comme aucun*

autre président n'en a jamais eu [...] Ils ont toujours dit que personne n'avait jamais été traité aussi mal que Lincoln. Je pense que je suis plus mal traité encore.» Petit problème: Lincoln, élu président des États-Unis en 1860, avait été assassiné cinq ans plus tard...

Si Donald Trump est nerveux, c'est sans doute parce que la pandémie a fait plus de morts aux États-Unis que n'en avait fait la guerre du Vietnam. Mais aussi parce que les sondages ne sont pas bons pour lui. La moyenne des sondages d'intentions de vote pour l'élection de novembre lui accorde 42% des voix contre 48% à son probable rival, Joe Biden. La tendance est la même dans les états-clés, ceux qui font l'élection. On est encore très loin du scrutin, mais cette donnée est nouvelle et Trump tente de faire croire que la crise économique ne fera que passer: «*Je pense que vous allez voir des chiffres économiques qui seront fantastiques. J'y crois très fort*», répète-t-il.

Côté démocrate, la primaire a été interrompue le 13 avril après l'abandon de Bernie Sanders. La convention du parti, reportée de juillet à la fin août, devrait donc normalement désigner Joe Biden, qui fut le vice-président de Barack Obama entre 2008 et 2016. Le prétendant faisant l'objet d'accusations de harcèlement sexuel, un coup de théâtre reste possible. Mais c'est tout de même l'hypothèse la plus plausible.

Joe Biden a-t-il vraiment une chance de battre Donald Trump? Selon Gérard Araud, ancien ambassadeur de France aux États-Unis, Joe Biden, 78 ans, a quelque chose en lui de Jacques Chirac, par sa longévité (il est élu au Congrès américain depuis 1972!) et son pragmatisme. «*Il assène les platitudes sentimentales dont les Américains sont friands avec beaucoup de conviction*», écrit Gérard Araud dans *Le Point*, «*il est un peu fade, mais par là même il rassure. Aux Américains de choisir entre le grand-oncle coléreux et mal élevé et le grand-père sympathique, affectueux... mais un peu fatigué*». Drôle de jeu de familles à environ 140 millions de votants [c'était le chiffre en 2016] et 538 «grands électeurs». En n'oubliant jamais qu'aux États-Unis, comme aux élections municipales à Paris ou Marseille, on peut être majoritaire en voix et minoritaire en «grands électeurs». En 2016, Donald Trump avait ainsi obtenu près de trois millions de voix de moins qu'Hillary Clinton. ■

Nouveau en Corse

“ Les experts en **signalétique** ”



publicité adhésive
enseigne - signalétique
décoration vitrine - totem
banderole - habillage véhicule
signalétique extérieure
chevalet - panneau
impression grand format
cartes de visite - flyers
dépliants...

**Et bien d'autres supports
de communication visuelle !**

04 95 32 11 11

RN 193 Rond Point Ceppe
Lieu dit Cardello
20620 Biguglia
Tél. 04 95 32 11 11
E-mail : contact@pano-bastia.fr
www.pano-bastia.fr



du lundi au vendredi de 9h30 à 18h00

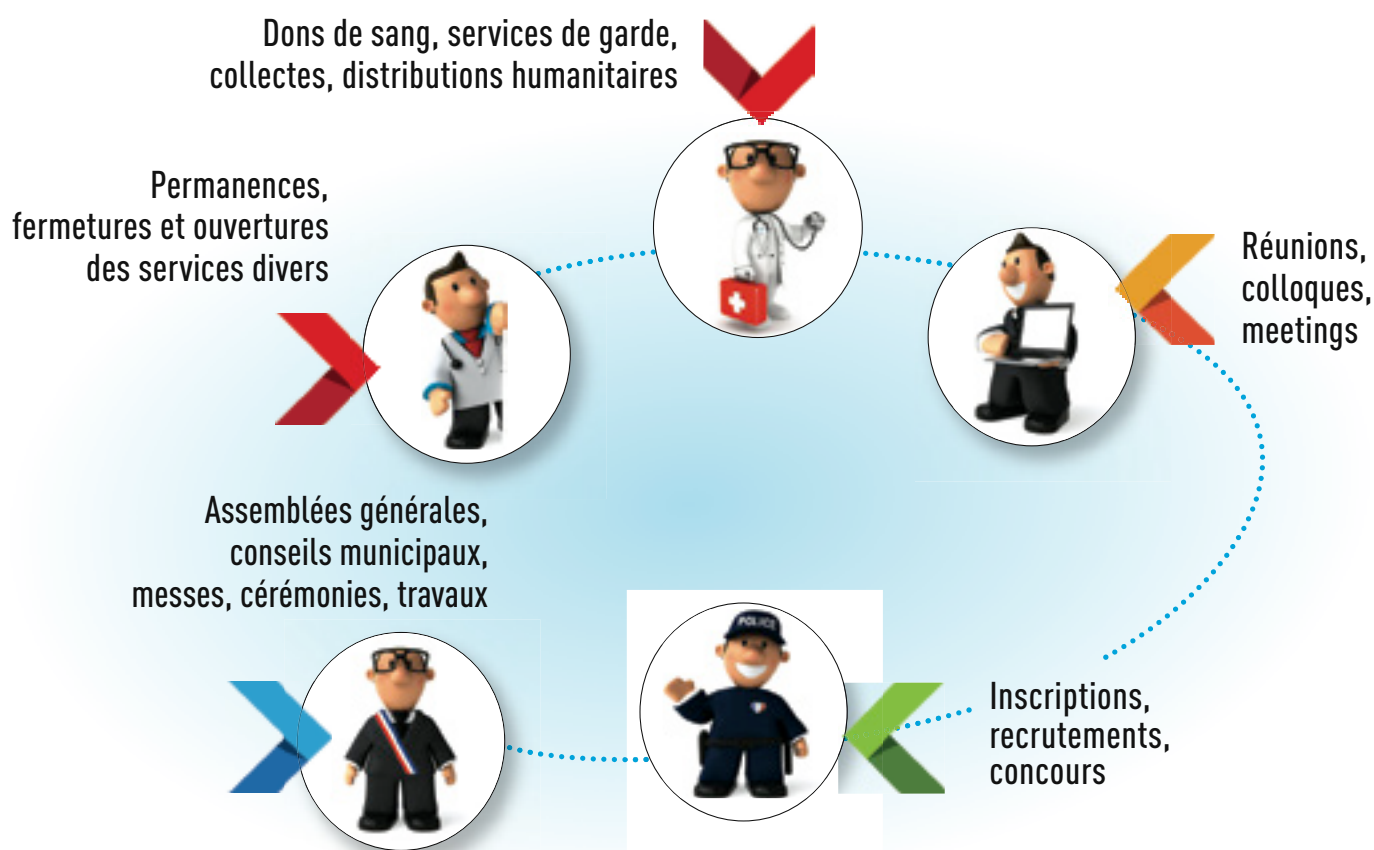
POUR ANNONCER GRATUITEMENT
LES **RENDEZ-VOUS**
DE VOS ASSOCIATIONS
ET COMMUNES



**SERVICE
GRATUIT**

www.icn.corsica/publier-une-info

L'agenda en ligne de votre commune ou de votre association



**POUR COMMUNIQUER
DANS L'AGENDA DE MA COMMUNE**

JE ME RENDS SUR

www.icn.corsica/publier-une-info

